



RAPPORT INTERMÉDIAIRE

Période de 16 semaines terminée le 2 juillet 2011

3^e trimestre 2011

FAITS SAILLANTS

- Bénéfice net dilué par action de 1,21 \$, en hausse de 8,0 %
- Bénéfice net de 124,9 millions \$, en hausse de 4,1 %
- Chiffre d'affaires de 3 576,3 millions \$, en hausse de 0,4 %
- Chiffre d'affaires des magasins comparables en hausse de 0,5 %
- Dividende par action déclaré de 0,1925 \$, en hausse de 13,2 %

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport intermédiaire pour notre troisième trimestre de l'exercice 2011 qui s'est terminé le 2 juillet 2011.

Notre chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2011 a atteint 3 576,3 millions \$ comparativement à 3 561,3 millions \$ l'an dernier, en hausse de 0,4 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 0,5 % par rapport à l'an dernier. Notre chiffre d'affaires a continué d'être affecté par une forte proportion de ventes de produits en promotion, ainsi que par la baisse des prix des médicaments suite à l'expiration de brevets importants et à la nouvelle tarification des médicaments génériques au Québec et en Ontario. L'augmentation des ventes promotionnelles a eu pour effet de réduire substantiellement l'inflation de notre panier alimentaire.

Nous avons réalisé, au troisième trimestre de l'exercice 2011, un bénéfice net de 124,9 millions \$, soit une augmentation de 4,1 % par rapport à 120,0 millions \$ enregistré au trimestre correspondant de 2010, et un bénéfice net dilué par action de 1,21 \$, en hausse de 8,0 % par rapport à celui de l'an passé.

Notre situation financière à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2011 était très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$. Notre ratio d'endettement (dette à long terme/capital total) était de 28,4 %.

Le conseil d'administration a déclaré, le 9 août 2011, un dividende trimestriel de 0,1925 \$ par action, soit une hausse de 13,2 % par rapport au dividende déclaré l'an dernier.

La croissance de notre bénéfice net et de notre chiffre d'affaires au troisième trimestre démontre l'excellente capacité d'exécution de nos équipes dans un marché toujours aussi concurrentiel. Nous sommes confiants que nos stratégies axées sur les consommateurs, supportées par nos programmes de mise en marché, de fidélisation, d'investissement et de contrôle des coûts, nous permettront de poursuivre⁽²⁾ notre croissance.



Eric R. La Flèche
Président et chef de la direction

Le 10 août 2011

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 2 juillet 2011. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes inclus dans le présent rapport intermédiaire ainsi qu'avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 25 septembre 2010, les notes et le rapport de gestion afférents présentés dans le rapport annuel 2010 de la Société. Le présent rapport tient compte des informations en date du 29 juillet 2011 à moins d'indication contraire. Des renseignements complémentaires, incluant les lettres d'attestation pour la période intermédiaire terminée le 2 juillet 2011 signées par le président et chef de la direction et le vice-président principal, chef de la direction financière et trésorier de la Société, sont également disponibles sur le site SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Nous avons réalisé, au troisième trimestre de l'exercice 2011, un bénéfice net de 124,9 millions \$ comparativement à 120,0 millions \$ au trimestre correspondant en 2010, soit une augmentation de 4,1 %, et un bénéfice net dilué par action de 1,21 \$ comparativement à 1,12 \$ l'an dernier, en hausse de 8,0 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du troisième trimestre a atteint 3 576,3 millions \$ comparativement à 3 561,3 millions \$ l'an dernier, en hausse de 0,4 %, et 8 773,9 millions \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011 comparativement à 8 783,0 millions \$ l'an dernier, en baisse de 0,1 %. Pour le troisième trimestre de 2011, le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 0,5 %. Au cours du troisième trimestre et des 40 premières semaines de 2011, notre chiffre d'affaires a continué d'être affecté par une forte proportion de ventes de produits en promotion, ainsi que par la baisse des prix des médicaments suite à l'expiration de brevets importants et à la nouvelle tarification des médicaments génériques au Québec et en Ontario. L'augmentation des ventes promotionnelles a eu pour effet de réduire substantiellement l'inflation de notre panier alimentaire.

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾

Le BAIIA⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2011 a été de 248,0 millions \$ comparativement à 247,7 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 0,1 %. Le BAIIA⁽¹⁾ du troisième trimestre représente un taux de 6,9 % du chiffre d'affaires comparativement à 7,0 % l'an dernier.

Pour la période des 40 premières semaines de l'exercice 2011, le BAIIA⁽¹⁾ a été de 600,7 millions \$, soit 6,8 % du chiffre d'affaires, comparativement à 601,4 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé ou 6,8 % du chiffre d'affaires. En excluant les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ avant impôts enregistrées au cours de la période de 40 semaines de l'exercice 2010, le pourcentage de BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires a été de 6,9 %.

Le pourcentage de nos marges brutes sur notre chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2011, tout comme celui des 40 premières semaines de 2011, s'est élevé à 18,4 % comparativement à 18,2 % pour les périodes correspondantes de 2010.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 7,1 millions \$ au troisième trimestre de 2011 et de 27,4 millions \$ au cours des 40 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 8,0 millions \$ et 25,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010. En excluant notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de l'exercice 2011 a été de 240,9 millions \$ ou 6,7 % du chiffre d'affaires, comparativement à 239,7 millions \$ ou 6,7 % du chiffre d'affaires pour le troisième trimestre de 2010. Pour la période de 40 semaines de 2011, le BAIIA ajusté⁽¹⁾ a été de 573,3 millions \$ ou 6,5 % du chiffre d'affaires, comparativement au BAIIA ajusté⁽¹⁾ excluant notre quote-part et les charges de conversion de bannières de 2010 de 577,0 millions \$ ou 6,6 % du chiffre d'affaires.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	16 semaines / Exercices financiers					
	2011			2010		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	248,0	3 576,3	6,9	247,7	3 561,3	7,0
Charges de conversion de bannières	—	—		—	—	
BAIIA ajusté	248,0	3 576,3	6,9	247,7	3 561,3	7,0
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(7,1)	—		(8,0)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	240,9	3 576,3	6,7	239,7	3 561,3	6,7

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	40 semaines / Exercices financiers					
	2011			2010		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	600,7	8 773,9	6,8	601,4	8 783,0	6,8
Charges de conversion de bannières	—	—		0,9	—	
BAIIA ajusté	600,7	8 773,9	6,8	602,3	8 783,0	6,9
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(27,4)	—		(25,3)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	573,3	8 773,9	6,5	577,0	8 783,0	6,6

AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS

Les dépenses d'amortissement pour le troisième trimestre et les 40 premières semaines de l'exercice 2011 ont été respectivement de 60,3 millions \$ et de 150,2 millions \$, comparativement à 62,2 millions \$ et 155,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Les frais financiers ont été de 12,2 millions \$ au troisième trimestre de 2011 et de 13,9 millions \$ au trimestre correspondant de l'an dernier. Pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011, les frais financiers ont été de 32,1 millions \$, comparativement à 35,2 millions \$ pour la période correspondante de l'an dernier. Le taux de financement moyen a été de 4,2 % pour la période des 40 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 3,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les charges d'impôts ont été de 50,6 millions \$ au troisième trimestre de 2011 et de 118,2 millions \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011 avec des taux d'imposition respectifs de 28,8 % et de 28,3 %. Pour le troisième trimestre et les 40 premières semaines de l'exercice 2010, les charges d'impôts ont été respectivement de 51,6 millions \$ et de 111,9 millions \$ avec des taux d'imposition respectifs de 30,1 % et de 27,3 %. Au cours du premier trimestre de 2010, nous avons bénéficié d'une réduction de 10,0 millions \$ de nos passifs d'impôts futurs et de notre charge d'impôts. En excluant cette réduction, le taux effectif pour la période des 40 premières semaines de l'exercice 2010 a été de 29,7 %.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2011 a été de 124,9 millions \$ comparativement à 120,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 4,1 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 1,21 \$ par rapport à 1,12 \$ l'an passé, en hausse de 8,0 %.

Le bénéfice net pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011 a été de 300,2 millions \$ comparativement à 298,4 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 0,6 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 2,89 \$ comparativement à 2,77 \$ l'an passé, soit une hausse de 4,3 %. En excluant la réduction de charge d'impôts de 10,0 millions \$ et les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ avant impôts enregistrées au premier trimestre de 2010, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2010 a été de 289,0 millions \$ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 2,68 \$. Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action des 40 premières semaines de 2011 ont donc augmenté respectivement de 3,9 % et 7,8 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de l'an dernier.

Ajustements au bénéfice net

	16 semaines / Exercices financiers					
	2011		2010		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	124,9	1,21	120,0	1,12	4,1	8,0
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	—	—		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	—	—		
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	124,9	1,21	120,0	1,12	4,1	8,0

	40 semaines / Exercices financiers					
	2011		2010		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	300,2	2,89	298,4	2,77	0,6	4,3
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	0,6	—		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(10,0)	(0,09)		
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	300,2	2,89	289,0	2,68	3,9	7,8

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2011	2010	2009	Variation (%)
Chiffre d'affaires				
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	2 631,9	2 645,0	—	(0,5)
2 ^e trim. ⁽³⁾	2 565,7	2 576,7	—	(0,4)
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	3 576,3	3 561,3	—	0,4
4 ^e trim. ⁽³⁾	—	2 559,9	2 532,5	1,1
Bénéfice net				
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	92,0	98,1	—	(6,2)
2 ^e trim. ⁽³⁾	83,3	80,3	—	3,7
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	124,9	120,0	—	4,1
4 ^e trim. ⁽³⁾	—	93,4	84,4	10,7
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾				
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	92,0	88,7	—	3,7
2 ^e trim. ⁽³⁾	83,3	80,3	—	3,7
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	124,9	120,0	—	4,1
4 ^e trim. ⁽³⁾	—	93,4	85,9	8,7
Bénéfice net dilué par action <i>(en dollars)</i>				
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	0,88	0,91	—	(3,3)
2 ^e trim. ⁽³⁾	0,80	0,74	—	8,1
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	1,21	1,12	—	8,0
4 ^e trim. ⁽³⁾	—	0,88	0,77	14,3
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ <i>(en dollars)</i>				
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	0,88	0,82	—	7,3
2 ^e trim. ⁽³⁾	0,80	0,74	—	8,1
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	1,21	1,12	—	8,0
4 ^e trim. ⁽³⁾	—	0,88	0,78	12,8

⁽³⁾ 12 semaines

⁽⁴⁾ 16 semaines

Les chiffres d'affaires des premier, deuxième et troisième trimestres de 2011 ont atteint respectivement 2 631,9 millions \$, 2 565,7 millions \$ et 3 576,3 millions \$, comparativement à 2 645,0 millions \$, 2 576,7 millions \$ et 3 561,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an dernier, en baisse de 0,5 % et 0,4 % respectivement pour les deux premiers trimestres et en hausse de 0,4 % pour le troisième trimestre. Le chiffre d'affaires des magasins comparables est demeuré égal à l'an dernier entre le premier trimestre de 2011 et celui de 2010 et a augmenté de 0,2 % entre le deuxième trimestre de 2011 et celui correspondant de 2010 et de 0,5 % pour le troisième trimestre de 2011. Nos chiffres d'affaires ont continué d'être affectés par une forte proportion de ventes de produits en promotion, ainsi que par la baisse des prix des médicaments suite à l'expiration de brevets importants et à la nouvelle tarification des médicaments génériques au Québec et en Ontario. L'augmentation des ventes promotionnelles a eu pour effet de réduire substantiellement l'inflation de notre panier alimentaire.

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2010 a augmenté de 1,1 % par rapport à celui de 2009. Cette croissance a été réalisée malgré une déflation persistante moyenne d'environ 1 % dans certaines catégories de produits en 2010, alors qu'en 2009 une importante inflation des prix des aliments ainsi que la fermeture temporaire de plusieurs magasins d'un compétiteur en conflit de travail avaient favorisé notre chiffre d'affaires du trimestre correspondant.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2011 a été de 92,0 millions \$ comparativement à 98,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une diminution de 6,2 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,88 \$ par rapport à 0,91 \$ l'an passé, en baisse de 3,3 %. Cependant, en excluant les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ avant impôts et la réduction de charge d'impôts de 10,0 millions \$ enregistrées au premier trimestre de 2010, notre bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et notre bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du premier trimestre de 2011 ont augmenté respectivement de 3,7 % et de 7,3 %.

Les bénéfices nets pour les deuxième et troisième trimestres de 2011 ont été de 83,3 millions \$ et de 124,9 millions \$ comparativement à 80,3 millions \$ et 120,0 millions \$ pour les trimestres correspondants de l'an passé, soit des augmentations de 3,7 % et de 4,1 %. Les bénéfices nets dilués par action pour les deuxième et troisième trimestres de 2011 ont été respectivement de 0,80 \$ et de 1,21 \$ par rapport à 0,74 \$ et de 1,12 \$ pour les trimestres correspondants de l'an passé, en hausse de 8,1 % et de 8,0 %.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2010 ont été en hausse de 10,7 % et de 14,3 % par rapport à ceux de 2009. En excluant les charges de conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro de 2,3 millions \$ avant impôts enregistrées au quatrième trimestre de 2009, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2010 ont augmenté de 8,7 % et de 12,8 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2009.

	2011			2010				2009
	T1	T2	T3	T1	T2	T3	T4	T4
<i>(en millions de dollars)</i>								
Bénéfice net	92,0	83,3	124,9	98,1	80,3	120,0	93,4	84,4
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	—	0,6	—	—	—	1,5
Diminution de la charge d'impôts	—	—	—	(10,0)	—	—	—	—
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	92,0	83,3	124,9	88,7	80,3	120,0	93,4	85,9

	2011			2010				2009
	T1	T2	T3	T1	T2	T3	T4	T4
<i>(en dollars et par action)</i>								
Bénéfice net dilué	0,88	0,80	1,21	0,91	0,74	1,12	0,88	0,77
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	0,01
Diminution de la charge d'impôts	—	—	—	(0,09)	—	—	—	—
Bénéfice net dilué ajusté⁽¹⁾	0,88	0,80	1,21	0,82	0,74	1,12	0,88	0,78

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

SITUATION DE TRÉSORERIE**ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 170,9 millions \$ au troisième trimestre de 2011 et de 359,5 millions \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 190,4 millions \$ au trimestre correspondant de 2010 et à 368,5 millions \$ pour la période des 40 premières semaines de l'exercice 2010. Ces variations des flux générés s'expliquent principalement par les variations nettes des éléments hors caisse du fonds de roulement.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 87,3 millions \$ au troisième trimestre de 2011 et de 173,9 millions \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 55,4 millions \$ et 309,6 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010. Les variations dans les utilisations de fonds pour le troisième trimestre et les 40 premières semaines de 2011 comparativement aux périodes correspondantes de 2010 sont dues principalement aux acquisitions d'entreprises.

Nous avons investi avec les détaillants 155,9 millions \$ au cours des 40 premières semaines de l'exercice 2011, pour une augmentation brute de 381 300 pieds carrés et une augmentation nette de 69 500 pieds carrés ou 0,4 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de sept nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 17 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 72,7 millions \$ au troisième trimestre de 2011 et de 199,8 millions \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 86,7 millions \$ et 180,1 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010. Les principales variations des fonds utilisés pour les activités de financement entre les périodes de 2011 et celles de 2010 proviennent principalement des rachats d'actions qui se sont élevés à 56,8 millions \$ au troisième trimestre et 145,7 millions \$ au cours de la période des 40 premières semaines de l'exercice 2011, comparativement à 68,1 millions \$ et 124,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010.

SITUATION FINANCIÈRE

Nous n'anticipons⁽²⁾ aucun risque de liquidité et nous considérons notre situation financière à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2011 comme étant très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$, et notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 28,4 %.

Les principaux éléments de dette à long terme à la fin du troisième trimestre de 2011 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions de dollars)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	369,3	15 août 2012
Billets de Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets de Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

À la fin du troisième trimestre, nous avons des contrats de change à terme afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs de biens et services en différentes devises. Ces contrats de change à terme avaient une échéance à court terme et leur juste valeur était non significative.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Nos principaux ratios financiers se présentaient comme suit :

	Au 2 juillet 2011	Au 25 septembre 2010
Structure financière		
Dette à long terme <i>(en millions de dollars)</i>	1 012,7	1 004,3
Avoir des actionnaires <i>(en millions de dollars)</i>	2 551,2	2 442,8
Dette à long terme/capital total (%)	28,4	29,1
	Exercice 2011 (40 semaines)	Exercice 2010 (40 semaines)
Résultats		
BAIIA ⁽¹⁾ /Frais financiers <i>(fois)</i>	18,7	17,1

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 2 juillet 2011	Au 25 septembre 2010
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation <i>(en milliers)</i>	101 571	104 438
Nombre d'actions catégorie B en circulation <i>(en milliers)</i>	599	631
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	1 795	1 777
Prix d'exercice <i>(en dollars)</i>	20,20 à 47,14	20,20 à 44,19
Prix d'exercice moyen pondéré <i>(en dollars)</i>	35,32	32,29
Unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	315	309
Échéance moyenne pondérée <i>(en mois)</i>	19	16

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

La Société a décidé de renouveler son programme de rachat d'actions afin de se doter d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pourrions décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société. Sous réserve des approbations réglementaires, le conseil d'administration a autorisé la Société à acheter, dans le cours normal de ses activités entre le 8 septembre 2011 et le 7 septembre 2012, jusqu'à concurrence de 6 000 000 de ses actions subalternes catégorie A représentant approximativement 5,9 % de ses actions émises et en circulation, le 5 août 2011 à la fermeture de la Bourse de Toronto. Les achats s'effectueront au prix du marché par l'entremise de cette bourse et conformément à ses règles et politiques. Les actions subalternes catégorie A ainsi achetées seront annulées. Relativement à son programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités présentement en cours, pour la période du 8 septembre 2010 au 29 juillet 2011, la Société a racheté 3 746 300 de ses actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 45,32 \$ pour une considération totale de 169,8 millions \$.

DIVIDENDES

Le 9 août 2011, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,1925 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 7 septembre 2011, soit une hausse de 13,2 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente 20,1 % du bénéfice net de 2010.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 42,11 \$ à 49,08 \$ au cours des trois premiers trimestres de 2011. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 57,7 millions. Le cours de clôture du vendredi 29 juillet 2011 était de 47,37 \$ comparativement à 45,15 \$ à la fin de l'exercice 2010.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

NOUVELLE CONVENTION COMPTABLE RÉCEMMENT PUBLIÉE**Normes internationales d'information financière**

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de conversion des principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour la Société, la date de conversion aux IFRS sera le premier jour de l'exercice 2012, soit le 25 septembre 2011.

Afin de réaliser la conversion de nos états financiers consolidés aux IFRS, nous avons mis sur pied une structure de projet. Une équipe de travail multidisciplinaire analyse, recommande les choix de conventions comptables et implante chacune des normes IFRS. Un comité directeur, formé de membres de la haute direction, approuve les choix de conventions comptables et s'assure que les ajustements sont faits, entre autres, aux technologies de l'information, aux contrats et au contrôle interne. Les vérificateurs externes sont informés et consultés sur nos choix. Le comité de vérification de la Société veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités et réussisse la conversion aux IFRS.

Nous avons élaboré un plan de travail dont les phases, les activités, les échéances et l'état d'avancement sont résumés ci-après :

Phase 1 : Analyse préliminaire et diagnostic

Activités	<p>Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements dans la comptabilisation des états financiers consolidés et des informations à fournir.</p> <p>Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis pour leur implantation.</p>
Échéance	Fin de notre exercice 2008.
État d'avancement	Terminé.

Phase 2 : Analyse des normes

Activités	<p>Analyse des différences entre les PCGR et les IFRS.</p> <p>Choix des conventions comptables que la Société appliquera de façon continue.</p> <p>Choix par la Société des allègements offerts par l'IFRS 1 « Première application des IFRS » à la date de transition.</p> <p>Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • technologies de l'information; • contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF); • contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI); • contrats; • rémunération; • formation.
Échéance	Nous avons préparé un échéancier détaillé qui répartit l'analyse de la majorité des normes jusqu'à la fin de notre exercice 2010. Nous les avons priorisées en tenant compte de leur classement au moment du diagnostic, du temps requis pour compléter le travail d'analyse et de mise en place ainsi que des disponibilités des membres de l'équipe de travail.
État d'avancement	<p>L'analyse des normes et interprétations IFRS, qui pourraient avoir un impact pour notre Société, est terminée.</p> <p>Le Comité de vérification, le Comité directeur et le personnel clé de la Société ont reçu une formation continue sur les principales différences entre les PCGR et les IFRS, les choix de conventions comptables effectués et les allègements offerts par l'IFRS 1 à la date de transition.</p> <p>Une analyse de nos contrats et de nos programmes de rémunération a démontré que l'incidence ne devrait pas être significative.</p>

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Phase 3 : Mise en application

Activités	Préparation du bilan d'ouverture à la date de transition. Compilation des données financières comparatives. Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir. Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir. Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.
Échéances	À la fin de notre exercice 2011, notre bilan d'ouverture, nos données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux seront complétés. Au cours de notre exercice 2012, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.
État d'avancement	Nous compilons actuellement nos données financières comparatives en IFRS pour nos trimestres de l'exercice 2011. Nous avons complété notre bilan d'ouverture. Nous avons élaboré une version préliminaire de nos états financiers annuels selon les normes IFRS. Au niveau des technologies de l'information, nous avons maintenu, depuis le début de l'exercice 2011, un système intégré parallèle sous les PCGR et les IFRS. Au niveau du CIIF et des CPCI, nous avons mis en place des contrôles supplémentaires pour les informations que nous divulguons relativement à la transition aux IFRS.

■ **Différences de traitement comptable**

Pour certaines normes et interprétations IFRS, nous avons noté des différences de traitement comptable avec nos conventions comptables actuelles. Nous avons effectué des choix relativement à ces normes, s'il y avait lieu, et évalué également l'incidence de ces différences sur nos états financiers consolidés. Nous vous présentons dans le tableau suivant nos principales différences :

Normes	Comparaison entre IFRS et PCGR	Choix et incidence sur nos états financiers
Coûts d'emprunt	IFRS : Nous devons capitaliser les coûts d'emprunt sur les actifs qualifiés, soit les actifs qui nécessitent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus. PCGR : Ces coûts d'emprunt peuvent être capitalisés.	Choix : Aucun. Incidence : Généralement, nous ne capitaliserons pas les coûts d'emprunt sur nos actifs qualifiés, car ils sont jugés non significatifs.
Immobilisations corporelles et incorporelles et immeubles de placement	IFRS : Après leur comptabilisation initiale, nous pouvons évaluer nos immobilisations corporelles et incorporelles et nos immeubles de placement selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation. PCGR : Le modèle de la réévaluation n'est pas permis.	Choix : Nous continuerons d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des immeubles de placement à l'état de la situation financière (PCGR : bilan) et l'impact correspondant au résultat net et au résultat global (PCGR : résultat étendu). Incidence : Aucune.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Immobilisations corporelles	<p>IFRS : Nous devons amortir nos immobilisations corporelles en fonction de leurs composantes.</p> <p>PCGR : Les règles d'identification des composantes sont moins exigeantes.</p>	<p>Choix : Nous avons identifié des composantes importantes dont la durée d'utilité est différente du reste du bâtiment. Nos périodes d'amortissement seront de 20 à 50 ans.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, les immobilisations corporelles devraient être augmentées d'environ 15 millions \$, les résultats non distribués (PCGR : bénéfices non répartis) d'environ 10 millions \$ et les impôts différés (PCGR : impôts futurs) d'environ 5 millions \$.</p> <p>Résultat net : La charge d'amortissement annuelle des périodes subséquentes devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 1 million \$.</p>
Dépréciation d'actifs	<p>IFRS : Les tests de dépréciation de nos actifs sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.</p> <p>PCGR : Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'un groupe d'actifs ou d'une unité d'exploitation.</p>	<p>Choix : Nos tests de dépréciation d'actifs seront effectués au niveau de chaque magasin (UGT). Pour les entrepôts, ils seront effectués au niveau de différents groupes d'UGT.</p> <p>Pour le goodwill (PCGR : écart d'acquisition), certaines immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et les actifs de support non attribuables à une seule UGT, les tests de dépréciation seront effectués au niveau de notre seul secteur opérationnel.</p> <p>Les immeubles de placement, certaines immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et le placement dans une entreprise associée seront testés au niveau de l'actif lui-même.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, des pertes de valeur d'environ 85 millions \$ devraient être enregistrées aux résultats non distribués, les immobilisations corporelles et incorporelles et les immeubles de placement devraient être réduits d'environ 115 millions \$ et les impôts différés d'environ 30 millions \$.</p> <p>Résultat net : La charge d'amortissement annuelle des périodes subséquentes devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 15 millions \$.</p>
Paiement fondé sur des actions	<p>IFRS : Lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution séparée.</p> <p>PCGR : Les acquisitions graduelles peuvent être considérées comme une attribution unique.</p>	<p>Choix : Aucun.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, les tranches non amorties devraient être enregistrées aux résultats non distribués pour environ 2 millions \$ et le surplus d'apport devrait être augmenté du même montant.</p> <p>Résultat net : Aucune incidence significative.</p>

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Programmes de fidélisation des clients	<p>IFRS : Pour notre programme de fidélisation, nous devons enregistrer des revenus reportés au moment de la vente initiale des biens. Ils seront reconnus à titre de produits (PCGR : chiffre d'affaires) au moment de l'utilisation des points par les consommateurs.</p> <p>PCGR : Aucune norme n'existe, mais la pratique canadienne est de comptabiliser une provision pour l'échange future des points émis et de la renverser aux charges d'exploitation au moment de l'utilisation des points.</p>	<p>Choix : Aucun.</p> <p>Incidence :</p> <p>Résultat net : Les produits annuels des périodes subséquentes devraient être réduits d'environ 30 millions \$ et les charges d'exploitation annuelles réduites du même montant, pour un résultat net inchangé.</p>
Avantages du personnel	<p>IFRS : Pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels, nous pouvons choisir la comptabilisation reportée en utilisant la méthode du corridor ou la constatation immédiate de la totalité des gains et pertes actuariels au résultat net ou au résultat global.</p> <p>PCGR : Nous avons un choix de convention comptable similaire, mais sans la méthode de comptabilisation immédiate au résultat étendu.</p>	<p>Choix : Nous comptabiliserons la totalité des gains et pertes actuariels immédiatement au résultat global, sans incidence sur le résultat net.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : Se référer à IFRS 1 pour l'incidence à la date de transition.</p>
	<p>IFRS : Nous devons constater immédiatement au résultat net le coût des services passés pour lesquels les droits sont acquis.</p> <p>PCGR : Le coût des services passés doit être amorti de façon linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs jusqu'à la date d'admissibilité intégrale, sans égard à l'acquisition des droits.</p>	<p>Choix : Aucun.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, le coût des services passés d'environ 10 millions \$ devrait être enregistré aux résultats non distribués et aux impôts différés pour environ 7 millions \$ et 3 millions \$ respectivement.</p> <p>Résultat net : La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 2 millions \$.</p>
	<p>IFRS : En situation de surplus, l'actif au titre des prestations définies (PCGR : prestations constituées) est enregistré au moindre de la valeur actuarielle déterminée pour fins comptables et de la valeur de l'avantage économique qu'il peut procurer dans le futur sous la forme de remboursements de surplus ou de congés de cotisations. Lorsqu'un régime est en situation de déficit, la valeur comptable du passif enregistré doit être au moins égale à la valeur des cotisations futures requises pour combler tout déficit de capitalisation. Les écarts constatés à chaque période par rapport aux limites décrites précédemment sont enregistrés selon le choix de comptabilisation des écarts actuariels.</p>	<p>Choix : Nous comptabiliserons les effets de la limite au résultat global.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, les actifs au titre des prestations définies devraient être réduits d'environ 5 millions \$, les résultats non distribués d'environ 3 millions \$ et les impôts différés d'environ 2 millions \$.</p>

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Avantages du personnel (suite)

PCGR : En situation de surplus, l'actif au titre des prestations constituées est enregistré au moindre de la valeur actuarielle déterminée pour fins comptables et de la valeur des congés futurs de cotisations calculées sur la base de continuité. En situation de déficit, il n'y a pas de directive dans la comptabilisation du passif. Tout écart par rapport à la limite décrite précédemment est enregistré aux résultats à la fin de chaque année.

IFRS : Un régime multi-employeurs (PCGR : régime interentreprises) qui comporte des obligations implicites doit être comptabilisé à titre de régime à prestations définies. Par contre, si des informations suffisantes ne sont pas disponibles, le régime multi-employeurs doit être comptabilisé à titre de régime à cotisations définies (PCGR : cotisations déterminées). Des informations supplémentaires doivent être présentées aux états financiers. De plus, s'il existe un engagement en vertu d'un accord contractuel, il doit être enregistré au résultat net.

PCGR : Un régime interentreprises est généralement comptabilisé à titre de régime à cotisations déterminées parce que l'information n'est normalement pas disponible. Toutefois, si l'information suffisante est disponible, nous devons le comptabiliser à titre de régime à prestations déterminées. La norme sur les avantages sociaux n'aborde pas de façon spécifique le traitement comptable d'un engagement en vertu d'un accord contractuel. Cependant, d'autres règles des PCGR considèrent ce type d'engagement et le traitement comptable est identique à celui des IFRS.

Choix : Aucun.

Incidence : Bien que nos régimes multi-employeurs correspondent à des régimes à prestations définies, nous continuerons de les comptabiliser à titre de régimes à cotisations définies puisque les informations nécessaires pour évaluer nos obligations ne sont pas disponibles. Des informations supplémentaires seront présentées.

Participations dans des entreprises associées

IFRS : Dans l'application de la méthode de la mise en équivalence (PCGR : valeur de consolidation), l'écart entre la date de clôture de l'entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois.

PCGR : Aucun délai mentionné.

Choix : Aucun.

Incidence : Aucune, car l'écart entre notre date de clôture et celle de l'entreprise associée dans laquelle nous avons une participation est toujours inférieure à trois mois.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Impôts sur le résultat	<p>IFRS : Les différences entre les valeurs comptables et fiscales des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée doivent être comptabilisées à titre d'actif ou de passif d'impôts différés sur la base des taux d'impôt qui doivent s'appliquer au moment où l'actif sera réalisé. Étant donné que ces immobilisations incorporelles ne sont pas amorties, il est considéré qu'elles seront réalisées au moment de leur disposition et que le taux d'impôt des gains en capital doit être pris en compte.</p> <p>PCGR : Cette position de considérer la réalisation de l'actif par une disposition n'est pas précisée. La pratique est de considérer le taux d'impôt du revenu d'entreprise pour la comptabilisation des impôts futurs.</p>	<p>Choix : Aucun.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, le passif d'impôts différés devrait être diminué d'environ 15 millions \$ et les résultats non distribués augmentés du même montant.</p>
------------------------	---	--

■ **Première application des IFRS**

La norme IFRS 1 offre des exemptions à l'application rétrospective. Nous avons effectué des choix relativement à ces exemptions et évalué leur incidence sur nos états financiers consolidés que nous vous présentons dans le tableau suivant :

Normes	Exemptions facultatives	Choix et incidence sur nos états financiers
Coûts d'emprunt	L'exemption nous permet de ne pas capitaliser les coûts d'emprunt sur nos actifs qualifiés avant la date de transition aux IFRS.	Choix : Nous avons choisi de ne pas nous prévaloir de cette exemption. Incidence : Aucune.
Coût présumé	À la date de transition aux IFRS, nous pouvons évaluer chaque immobilisation corporelle et incorporelle ainsi que chaque immeuble de placement à son coût présumé, lequel représente la juste valeur.	Choix : Nous avons choisi de ne pas nous prévaloir de cette exemption. Incidence : Aucune.
Paiement fondé sur des actions	L'exemption nous permet de ne pas appliquer la norme aux instruments de capitaux propres dont les droits sont acquis avant la date de transition aux IFRS.	Choix : Nous avons choisi de ne pas nous prévaloir de cette exemption. Incidence : Aucune.
Avantages du personnel	L'exemption nous permet de comptabiliser aux résultats non distribués tous les gains ou pertes actuariels à la date de transition aux IFRS, sans égard au choix de la méthode pour la comptabilisation ultérieure.	<p>Choix : Nous avons choisi de nous prévaloir de cette exemption.</p> <p>Incidence :</p> <p>Situation financière : À la date de transition, des pertes actuarielles d'environ 85 millions \$ devraient être renversées aux résultats non distribués et aux impôts différés pour environ 65 millions \$ et 20 millions \$ respectivement.</p> <p>Résultat net : La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies devrait, pour les changements précités, être réduite d'environ 3 millions \$.</p>

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Regroupements d'entreprises	L'exemption nous permet de ne pas appliquer la norme aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS.	Choix : Nous avons choisi de nous prévaloir de cette exemption pour les regroupements d'entreprises conclus avant le 26 septembre 2010. Les répartitions du prix d'achat de nos entreprises acquises avant le 26 septembre 2010 ne seront pas retraitées. Incidence : Aucune.
-----------------------------	---	---

■ **Sommaire des principales incidences probables aux états financiers**

(en millions de dollars)	Situation financière à la date de transition						Résultat net des exercices subséquents			
	Actifs				Passifs		Produits	Charges d'exploitation	Amortissement	Résultat avant impôts
	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Immobilisations incorporelles	Prestations définies	Impôts différés	Capitaux propres				
Différences										
Immobilisations corporelles	15				5	10			(1)	1
Dépréciation d'actifs	(95)	(5)	(15)		(30)	(85)			(15)	15
Programmes de fidélisation des clients							(30)	(30)		—
Avantages du personnel				(100)	(25)	(75)		(5)		5
Impôts sur le résultat					(15)	15				—
	(80)	(5)	(15)	(100)	(65)	(135)	(30)	(35)	(16)	21

■ **Différences de présentation**

Pour certaines normes et interprétations IFRS, nous avons noté des différences de présentation avec nos états financiers selon les PCGR et effectué des choix relativement à ces normes, s'il y avait lieu, que nous vous présentons dans le tableau suivant :

Normes	Comparaison entre IFRS et PCGR Choix
État de la situation financière	<p>IFRS : Un état de la situation financière au début de la période de comparaison doit être présenté dans les situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • méthode comptable appliquée de façon rétrospective; • retraitement rétrospectif ou reclassement d'éléments dans les états financiers. <p>PCGR : Cette troisième colonne au bilan n'est pas requise. Choix : Aucun.</p>
	<p>IFRS : Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être classés dans les éléments non courants (PCGR : long terme). PCGR : Les portions court terme et long terme des actifs et passifs d'impôts futurs doivent être présentées séparément. Choix : Aucun.</p>
	<p>IFRS : Les provisions courantes et non courantes, les immeubles de placement et les participations dans des entreprises associées doivent être présentées séparément. PCGR : Cette présentation n'est pas requise. Choix : Aucun.</p>

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

<p>État du résultat global</p>	<p>IFRS : Les postes de produits et de charges peuvent être présentés de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un état unique du résultat global; ou • deux états : compte de résultat séparé (PCGR : état des résultats) suivi d'un deuxième état commençant par le résultat net et détaillant les composantes des autres éléments du résultat global (PCGR : état du résultat étendu). <p>PCGR : Les éléments du résultat étendu peuvent être présentés de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • immédiatement sous le total du résultat net; ou • dans un état distinct commençant par le résultat net. <p>Choix : Nous continuerons de présenter deux états distincts.</p>
	<p>IFRS : Les charges doivent être classées par nature ou par fonction. PCGR : Ce classement des charges n'est pas requis. Choix : Nous conserverons l'état des résultats actuel et nous divulguerons, par voie de note aux états financiers, les charges par nature.</p>
<p>Comptes de résultat</p>	<p>IFRS : Le coût des points d'un programme de fidélisation dont nous agissons à titre de mandataire doit être présenté en réduction des produits. PCGR : Il est présenté dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation. Choix : Aucun.</p>
<p>État des variations des capitaux propres</p>	<p>IFRS : Un état des variations des capitaux propres doit présenter le rapprochement des valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période pour chacune des composantes des capitaux propres. PCGR : Seul un état des bénéfices non répartis doit être présenté. Choix : Aucun.</p>
<p>Tableau des flux de trésorerie</p>	<p>IFRS : Les intérêts et les dividendes peuvent être classés de la façon suivante dans le tableau des flux de trésorerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • intérêts payés et dividendes versés : activités opérationnelles ou financement; • intérêts et dividendes reçus : activités opérationnelles ou investissement. <p>PCGR : Ils peuvent être classés de la façon suivante dans l'état des flux de trésorerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • intérêts payés et reçus : activités d'exploitation; • dividendes versés : activités de financement; • dividendes reçus et inclus dans le résultat net : activités d'exploitation. <p>Choix : Nous conserverons le classement actuel des intérêts et des dividendes dans le tableau des flux de trésorerie.</p> <p>IFRS : Les rapports intermédiaires doivent présenter un tableau des flux de trésorerie cumulé depuis le début de l'exercice ainsi que la période comparable de l'exercice précédent. PCGR : En plus de l'état des flux de trésorerie cumulé depuis le début de l'exercice et de la période comparable, les rapports intermédiaires doivent présenter un état des flux de trésorerie de la période intermédiaire ainsi que celui de la période comparable. Choix : Aucun.</p>
<p>Notes aux états financiers</p>	<p>IFRS : En général, des rapprochements entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture d'une période comptable doivent être présentés par voie de notes aux états financiers. PCGR : Les rapprochements sont limités à certains éléments du bilan. Choix : Aucun.</p>

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Notes aux états financiers
(suite)

IFRS : Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants, divisé par grandes catégories, doit être divulgué par voie de notes aux états financiers.
PCGR : Cette information n'est pas requise dans les états financiers.
Par contre, des informations similaires sont exigées dans la circulaire de sollicitation de procurations selon le Règlement 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.
Choix : Aucun.

Des modifications apportées aux normes IFRS par l'International Accounting Standards Board, de nouvelles informations ou d'autres facteurs externes dont nous pourrions prendre connaissance d'ici la conversion aux IFRS pourraient changer nos choix et les montants divulgués à titre d'incidence sur nos états financiers consolidés.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Nous avons utilisé, dans le présent rapport intermédiaire, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « poursuivre », « anticipons » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent rapport font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2011.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Un ralentissement ou une récession économique et l'arrivée d'un nouveau concurrent sont des exemples de ceux décrits à la rubrique « Gestion des risques » du rapport annuel 2010 qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent rapport intermédiaire et qu'elles représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les PCGR, nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant les frais financiers, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

BAIIA AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET AJUSTÉ ET BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

PERSPECTIVES

La croissance de notre bénéfice net et de notre chiffre d'affaires au troisième trimestre démontre l'excellente capacité d'exécution de nos équipes dans un marché toujours aussi concurrentiel. Nous sommes confiants que nos stratégies axées sur les consommateurs, supportées par nos programmes de mise en marché, de fidélisation, d'investissement et de contrôle des coûts, nous permettront de poursuivre⁽²⁾ notre croissance.

Montréal, le 10 août 2011

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

États consolidés des résultats

Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Chiffre d'affaires	3 576,3 \$	3 561,3 \$	8 773,9 \$	8 783,0 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation (note 8)	(3 335,4)	(3 321,6)	(8 200,6)	(8 206,0)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	7,1	8,0	27,4	25,3
Charges de conversion de bannières (note 3)	—	—	—	(0,9)
Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement	248,0	247,7	600,7	601,4
Amortissement	(60,3)	(62,2)	(150,2)	(155,9)
Bénéfice d'exploitation	187,7	185,5	450,5	445,5
Frais financiers, nets (note 5)	(12,2)	(13,9)	(32,1)	(35,2)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	175,5	171,6	418,4	410,3
Impôts sur les bénéfices (note 6)	(50,6)	(51,6)	(118,2)	(111,9)
Bénéfice net	124,9 \$	120,0 \$	300,2 \$	298,4 \$
Bénéfice net par action (en dollars) (note 7)				
De base	1,21	1,12	2,90	2,78
Dilué	1,21	1,12	2,89	2,77

Voir les notes afférentes

Bilans consolidés

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 2 juillet 2011	Au 25 septembre 2010
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	200,5 \$	214,7 \$
Débiteurs	315,6	311,3
Stocks (note 8)	707,2	699,3
Charges payées d'avance	25,3	9,7
Impôts sur les bénéfices à recevoir	3,9	1,7
Impôts futurs	20,8	12,3
	1 273,3	1 249,0
Placements et autres actifs	262,3	235,3
Immobilisations corporelles	1 313,9	1 319,1
Actifs incorporels	307,7	315,7
Écarts d'acquisition	1 648,7	1 603,7
Impôts futurs	29,2	26,0
Actifs au titre des prestations constituées	76,6	72,8
	4 911,7 \$	4 821,6 \$
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires	1,1 \$	1,0 \$
Créditeurs	1 031,7	1 073,3
Impôts sur les bénéfices à payer	66,7	50,8
Impôts futurs	15,5	12,8
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	3,7	4,7
	1 118,7	1 142,6
Dette à long terme	1 012,7	1 004,3
Passifs au titre des prestations constituées	45,2	48,5
Impôts futurs	164,0	162,2
Autres éléments de passif à long terme	19,9	21,2
	2 360,5	2 378,8
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 9)	689,6	702,1
Surplus d'apport (note 10)	8,0	6,1
Bénéfices non répartis	1 853,6	1 734,9
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 11)	—	(0,3)
	2 551,2	2 442,8
	4 911,7 \$	4 821,6 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés des bénéfices non répartis
Périodes de 40 semaines terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2011	2010
Solde au début de la période	1 734,9 \$	1 545,7 \$
Bénéfice net	300,2	298,4
Dividendes	(57,6)	(51,2)
Prime sur rachat d'actions <i>(note 9)</i>	(123,9)	(103,3)
Solde à la fin de la période	1 853,6 \$	1 689,6 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés du résultat étendu
Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net	124,9 \$	120,0 \$	300,2 \$	298,4 \$
Autres éléments du résultat étendu <i>(note 11)</i>				
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie	—	0,5	0,4	2,0
Impôts correspondants	—	(0,1)	(0,1)	(0,6)
Résultat étendu	124,9 \$	120,4 \$	300,5 \$	299,8 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés des flux de trésorerie
Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	16 semaines		40 semaines	
	Exercices financiers		Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	124,9 \$	120,0 \$	300,2 \$	298,4 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(7,1)	(8,0)	(27,4)	(25,3)
Amortissement	60,3	62,2	150,2	155,9
Amortissement des frais de financement reportés	0,1	0,7	0,2	1,6
(Gain) perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(3,7)	1,1	(2,5)	1,3
Revenus d'intérêts sur placements	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
Impôts futurs	(8,1)	5,7	(2,2)	6,7
Charge relative à la rémunération à base d'actions	2,1	1,9	4,9	4,4
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de la période	(2,3)	(3,1)	(7,1)	(4,1)
	166,1	180,4	416,2	438,8
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	4,8	10,0	(56,7)	(70,3)
	170,9	190,4	359,5	368,5
Activités d'investissement				
Acquisition d'entreprises (note 2)	(48,1)	(0,1)	(68,6)	(152,3)
Variation nette de placements et autres actifs	6,7	(2,1)	5,4	(6,5)
Dividendes d'une société satellite publique	1,3	0,8	3,4	2,4
Acquisition d'immobilisations corporelles	(44,2)	(44,9)	(103,6)	(133,2)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	2,3	0,1	2,6	4,4
Acquisition d'actifs incorporels	(5,3)	(9,2)	(13,1)	(24,4)
	(87,3)	(55,4)	(173,9)	(309,6)
Activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	0,3	0,1	0,1	—
Émission d'actions (note 9)	3,8	3,7	6,7	7,9
Rachat d'actions (note 9)	(56,8)	(68,1)	(145,7)	(124,0)
Règlement en espèces d'unités d'actions au rendement	—	—	(0,4)	(0,5)
Augmentation de la dette à long terme	4,9	0,7	7,7	2,8
Remboursement de la dette à long terme	(4,3)	(2,8)	(9,3)	(8,4)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	(0,7)	(2,2)	(1,3)	(6,7)
Dividendes versés	(19,9)	(18,1)	(57,6)	(51,2)
	(72,7)	(86,7)	(199,8)	(180,1)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	10,9	48,3	(14,2)	(121,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	189,6	71,9	214,7	241,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	200,5 \$	120,2 \$	200,5 \$	120,2 \$
Information supplémentaire				
Intérêt payé	20,2	20,5	42,7	42,4
Impôts sur les bénéfices payés	39,0	32,6	114,0	83,9

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires**Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010***(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***1- MODE DE PRÉSENTATION**

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables que celles employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 25 septembre 2010. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel 2010 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2- ACQUISITION D'ENTREPRISES

Au cours de la période de 40 semaines terminée le 2 juillet 2011, la Société a acquis 11 magasins affiliés pour lesquels elle assurait déjà l'approvisionnement. Le prix d'achat total a été de 68,6 \$ au comptant.

L'acquisition de ces magasins a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats des magasins ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective. La répartition provisoire du prix d'achat total se résumait comme suit :

Stocks	9,7 \$
Immobilisations corporelles	8,8
Écart d'acquisition	48,6
Actifs d'impôts futurs	2,0
Passifs relatifs au plan d'intégration	(0,5)
Total des actifs nets acquis	68,6 \$
Contrepartie versée en espèces	68,4 \$
Frais d'acquisition	0,2
Contrepartie et frais d'acquisition	68,6 \$

La direction effectue actuellement des analyses plus précises et des changements pourraient être apportés à la répartition de l'excédent de la contrepartie versée sur les actifs nets acquis au fur et à mesure que ces informations seront disponibles. Entre autres, l'évaluation de la juste valeur des stocks et des immobilisations corporelles n'était pas encore achevée lors de la répartition provisoire. Par conséquent, les montants attribués à chacun des actifs identifiables acquis ainsi que les résultats d'exploitation connexes pourraient varier par rapport aux montants enregistrés initialement. De plus, la Société n'a pas terminé l'évaluation des coûts éventuels liés à l'intégration des activités pouvant donner lieu à un ajustement du passif enregistré dans la répartition du prix d'acquisition.

L'écart d'acquisition sera traité au point de vue fiscal comme un bien en immobilisation admissible avec les déductions fiscales y afférentes.

Au cours du premier trimestre de 2010, la Société a acquis 18 magasins affiliés pour lesquels elle assurait déjà l'approvisionnement. Le prix d'achat total, net de la trésorerie acquise, a été de 152,3 \$.

3- CHARGES DE CONVERSION DE BANNIÈRES

La Société a complété, au premier trimestre de 2010, la conversion des cinq bannières de ses 159 supermarchés en Ontario à la bannière Metro, amorcée à l'été 2008. Les charges de conversion de bannières de 2010 se sont élevées à 0,9 \$.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

4- AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	16 semaines Exercices financiers				40 semaines Exercices financiers			
	2011		2010		2011		2010	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	8,7 \$	0,2 \$	8,7 \$	0,1 \$	20,8 \$	0,5 \$	21,2 \$	0,4 \$
Régimes à prestations déterminées								
Coût des services rendus au cours de la période	8,6	0,7	7,1	0,5	20,5	1,8	18,0	1,2
Intérêts débiteurs	10,6	0,6	10,7	0,6	27,1	1,4	26,9	1,5
Rendement prévu des actifs des régimes	(13,7)	—	(12,9)	—	(34,2)	—	(32,2)	—
Amortissement des pertes actuarielles	0,8	—	0,3	—	1,9	—	0,8	—
Modifications des régimes	0,3	(0,1)	0,2	(0,1)	0,7	(0,3)	0,4	(0,2)
	6,6	1,2	5,4	1,0	16,0	2,9	13,9	2,5
	15,3 \$	1,4 \$	14,1 \$	1,1 \$	36,8 \$	3,4 \$	35,1 \$	2,9 \$

5- FRAIS FINANCIERS, NETS

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Intérêts à court terme	0,4 \$	0,3 \$	0,9 \$	1,2 \$
Intérêts à long terme	13,3	13,4	33,7	33,6
Amortissement des frais de financement reportés	0,1	0,7	0,2	1,6
Revenus d'intérêts	(1,6)	(0,5)	(2,7)	(1,2)
	12,2 \$	13,9 \$	32,1 \$	35,2 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

6- IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

(en pourcentage)	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Taux combiné prévu par la loi	28,8	30,4	28,8	30,4
Variations				
Effet des baisses futures d'un total de 4,0 % du taux de l'Ontario sur les impôts futurs (10,0 \$ en 2010)	—	—	—	(2,4)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(0,6)	(0,8)	(1,0)	(1,0)
Autres	0,6	0,5	0,5	0,3
	28,8	30,1	28,3	27,3

7- BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

(en millions)	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2011	2010	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – De base	102,9	106,6	103,5	107,3
Effet de dilution en vertu des régimes d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	0,4	0,5	0,5	0,5
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Dilué	103,3	107,1	104,0	107,8

8- STOCKS

Les stocks se détaillaient comme suit :

	Au 2 juillet 2011	Au 25 septembre 2010
Stocks en entrepôt	292,4 \$	296,3 \$
Stocks de magasins	414,8	403,0
	707,2 \$	699,3 \$

Le coût des stocks comptabilisé en charges était de 2 917,6 \$ pour la période de 16 semaines terminée le 2 juillet 2011 (2 914,7 \$ en 2010) et de 7 156,0 \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011 (7 180,5 \$ en 2010).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

9- CAPITAL-ACTIONS

EN CIRCULATION

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 25 septembre 2010	104 438	700,8 \$	631	1,3 \$	702,1 \$
Emission d'actions contre espèces	1	—	—	—	—
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 123,9 \$	(3 242)	(21,8)	—	—	(21,8)
Actions autodétenues remises en circulation	94	0,6	—	—	0,6
Exercice d'options d'achat d'actions	248	8,7	—	—	8,7
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	32	0,1	(32)	(0,1)	—
Solde au 2 juillet 2011	101 571	688,4 \$	599	1,2 \$	689,6 \$

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les options en circulation et les changements survenus au cours de la période de 40 semaines terminée le 2 juillet 2011 se résument comme suit :

	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au 25 septembre 2010	1 777	32,29
Octroyées	278	47,14
Exercées	(248)	27,11
Annulées	(12)	30,67
Solde au 2 juillet 2011	1 795	35,32

Les options en circulation au 2 juillet 2011 avaient des prix d'exercice variant de 20,20 \$ à 47,14 \$ et des échéances allant jusqu'en 2018. De ces options, 473 600 pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 29,49 \$.

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,8 \$ pour la période de 16 semaines terminée le 2 juillet 2011 (0,8 \$ en 2010) et à 1,9 \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011 (1,9 \$ en 2010).

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT

Les unités d'actions au rendement (UAR) en circulation et les changements survenus au cours de la période de 40 semaines terminée le 2 juillet 2011 se résument comme suit :

	Nombre (en unités)
Solde au 25 septembre 2010	308 904
Octroyées	110 756
Réglées	(104 153)
Annulées	(634)
Solde au 2 juillet 2011	314 873

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires**Périodes terminées les 2 juillet 2011 et 3 juillet 2010***(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***9- CAPITAL-ACTIONS (suite)**

La juste valeur moyenne pondérée des UAR octroyées au cours de la période de 40 semaines terminée le 2 juillet 2011, soit la valeur boursière d'une action subalterne catégorie A de la Société à la date d'attribution, s'est établie à 42,88 \$ par UAR (39,90 \$ en 2010). La charge de rémunération de toutes ces UAR s'est élevée à 1,3 \$ pour la période de 16 semaines terminée le 2 juillet 2011 (1,1 \$ en 2010) et à 3,0 \$ pour les 40 premières semaines de l'exercice 2011 (2,5 \$ en 2010).

Des actions subalternes catégorie A de la Société sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées. Cette fiducie, considérée comme une entité à détenteurs de droits variables (EDDV), est consolidée aux états financiers de la Société et le coût des actions acquises est présenté en diminution du capital-actions à titre d'actions autodétenues.

Au 2 juillet 2011, 109 940 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (203 548 actions au 25 septembre 2010).

10- SURPLUS D'APPORT

Solde au 25 septembre 2010	6,1 \$
Charge relative à la rémunération à base d'actions	4,9
Exercice d'options d'achat d'actions	(2,0)
Actions autodétenues remises en circulation	(0,6)
Règlement en espèces d'UAR	(0,4)
Solde au 2 juillet 2011	8,0 \$

11- CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Le dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie constituait la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours des périodes de 40 semaines terminées le 2 juillet 2011 et le 3 juillet 2010 se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2011	2010
Solde au début de la période	(0,3) \$	(2,0) \$
Variation de la juste valeur du dérivé désigné, nette des impôts de 0,1 \$ (0,6 \$ en 2010)	0,3	1,4
Solde à la fin de la période	— \$	(0,6) \$

INFORMATIONS

Service des relations avec les investisseurs de METRO INC.
Téléphone: (514) 643-1055
Courriel : finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : www.metro.ca

metro